

Un 6 et 7 février pour dire NON : interview de Christine Tasin dans "Présent"

écrit par Christine Tasin | 3 février 2016



– *Ce samedi 6 février, dans quatorze pays européens, vont se tenir les Journées européennes contre l'invasion migratoire et l'islamisation de nos pays. D'où vient cette initiative et qu'espérez-vous de cette mobilisation ?*

– Il s'agit d'une initiative de Tommy Robinson et de Pegida Allemagne qui, pendant le dernier trimestre 2015, ont demandé à des responsables de mouvements anti-islam des pays européens s'ils voulaient s'associer à une journée européenne « *Sauvons notre pays, sauvons notre culture, sauvons notre futur* ». Pierre Cassen et moi avons été sollicités pour organiser cela en France. A notre tour nous avons sollicité les associations françaises susceptibles de proposer dans plusieurs régions un rassemblement ou une manifestation. L'idée était de proposer un choix pluriel aux Français, et géographique et de sensibilité politique, afin qu'il n'y ait pas d'exclusions à

cause d'étiquettes ou de divergences politiques et que tous puissent dire non, clairement, à l'islamisation et à l'invasion de nos pays, parce que, comme l'a dit Tommy Robinson : « *L'islam ne dort jamais pour ce qui est des possibilités de terreur.* »



– Il y aura simultanément le 6 février des manifestations à Montpellier, à Bordeaux, à Calais, dont une est déjà interdite comme à Saint-Brieuc... Le préfet des Côtes d'Armor représentant le gouvernement, Pierre Lambert, a d'ailleurs exposé ses motivations militantes pour l'interdire : « *L'Europe n'est pas menacée par une islamisation rampante. Je ne suis pas en phase avec ces thèses racistes, provocatrices et xénophobes.* » Que va-t-il se passer ?

– Nous ne pouvons pas accepter une interdiction fondée sur une motivation personnelle, politique ou idéologique du préfet, chargé de traiter également tous les citoyens, qu'ils soient de son bord ou pas. Notre avocat a pris langue avec les services préfectoraux afin d'éclaircir cela, mais on ne voit pas pourquoi ni comment on pourrait nous interdire de manifester quand en Bretagne, comme dans le reste de la France, il y a manifestation sur manifestation, y compris

celle de gens défendant des illégaux, donc des délinquants, accompagnés de ces délinquants eux-mêmes... Les patriotes français se doivent donc, quoi qu'il arrive, d'être présents à Saint-Brieuc, Bordeaux, Montpellier et Calais, samedi et dimanche à Rungis, pour dire leur volonté sans faille de sauver leur pays.

– A Paris, c'est vous, présidente de Résistance républicaine et Pierre Cassen, fondateur de Riposte laïque, qui coordonnez le mouvement, avec un meeting le lendemain, le dimanche 7 février, à l'espace Jean Monnet à Rungis (47 rue des Solets) où vous attendez le plus grand nombre de participants. Qui prendra la parole ?

– Oui, nous avons choisi de réunir les manifestants potentiels dans une salle privée, ne voulant pas les exposer, comme ce fut le cas deux fois l'année dernière, à une interdiction préfectorale de dernière minute pour une manifestation de rue. Nous aurons à la tribune des hommes politiques, un général en retraite, des militants associatifs, des intellectuels, des hommes et des femmes de terrain, par exemple Karim Ouchikh, président du Siel et conseiller régional Ile-de-France, le général Martinez, Renaud Camus, mais aussi un « Calaisien en colère » et Ghislaine Dumesnil, ex-machiniste de la RATP ayant dû quitter son entreprise à cause de son islamisation...

– Le site de Riposte laïque doit faire face à une offensive judiciaire sans précédent, avec une salve de plaintes et de procès en accélération ces deux derniers mois. On veut vous faire disparaître ?

– Comment expliquer autrement un pareil acharnement ? Nous sommes en guerre, selon les mots mêmes du président de la République. Les terroristes sont partout, cachés notamment au milieu des migrants, comme vient enfin de le reconnaître Le Drian, l'armée est appelée en renfort à Calais, les agriculteurs et les taxis sont dans la rue, les migrants aussi d'ailleurs, histoire de faire bonne mesure... Et le ministre de

l'Intérieur aurait du temps et de l'énergie à consacrer spécifiquement à l'un des multiples journaux de ré-information pour y surveiller ce que l'on dit de lui ? Au moment où son impéritie est raillée partout, sur tous les sites, dans tous les commentaires, sur facebook et twitter, seul *Riposte laïque* ferait l'objet non pas d'une mais de quatre plaintes de sa part ? Quand on ajoute, entre autres, les deux plaintes d'Anne Hidalgo contre Riposte, on se dit que les « Je suis Charlie » ont une drôle de conception de la liberté d'expression. Là où les frères Coulibaly sortent la kalash, Cazeneuve et Hidalgo sortent la plainte pour blasphème contre leur auguste personne... Insensé. Sauf à comprendre que la vraie lutte menée par notre gouvernement n'est pas celle contre le terrorisme mais contre les anti-islam. Comment interpréter d'ailleurs autrement les perquisitions contre les patriotes, les appels du parquet contre les mêmes « islamophobes » et les condamnations ahurissantes faisant suite à des réquisitions encore plus ahurissantes de procureurs à la solde du pouvoir ? Il est clair que le pouvoir en place sent monter l'exaspération des Français, appréhende une révolte, une révolution ou une guerre défensive contre l'ennemi de l'intérieur et qu'au lieu de désarmer les ennemis qui sont sur notre sol, il a décidé de leur faciliter la tâche en nous empêchant de nous défendre, avec des mots comme avec des armes. C'est pourquoi les manifestations du week-end prochain sont si importantes, elles doivent montrer au pouvoir en place que nous sommes déterminés et que nous ne nous laisserons pas faire. Nous ne sommes pas des moutons à égorger...

Propos recueillis par Caroline Parmentier

caroline.parmenier@present.fr

Pour tous renseignements sur les horaires et le détail des manifs, voir sur les sites de Riposte laïque et de Résistance républicaine.

Pour acheter l'ensemble du numéro 8538 de *Présent*, s'adresser

aux kiosques et libraires.